

LES CRÉDITS OCTROYÉS AUX ÉCOLES DU QUÉBEC DANS LE CADRE DU PROGRAMME DU BILINGUISME

Question n° 4138—**M. Matte:**

Dans le cadre du programme de bilinguisme, le gouvernement a-t-il, depuis 1974, consacré de l'argent au programme de perfectionnement du matériel didactique dans les écoles du Québec et, dans l'affirmative, combien?

Mlle Coline Campbell (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Le secrétariat d'État n'a pas consacré de l'argent au programme de perfectionnement du matériel didactique dans les écoles du Québec.

G.R.C.—LES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS DE LA CIRCONSCRIPTION DE CHAMPLAIN

Question n° 4581—**M. Matte:**

La Gendarmerie royale du Canada a-t-elle offert des services d'ordre sous contrat à des municipalités de la circonscription électorale de Champlain en 1975-1976 et, dans l'affirmative, quels ont été a) le coût total de ces services, b) le nombre de policiers par municipalité, c) le nom des municipalités visées, d) le traitement des policiers?

M. Hugh Poulin (secrétaire parlementaire du solliciteur général): Non.

* * *

● (1510)

[Traduction]

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENT

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si la question n° 3259 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

[Texte]

LES PROGRAMMES DE FORMATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Question n° 3259—**M. Orlikow:**

1. Le 31 décembre 1974, combien de fonctionnaires faisaient partie de chacun des programmes temporaires de formation suivants: a) Formation linguistique, b) Programme de rémunération d'affectation spéciale (PRAS), c) Programme d'affectation des cadres (PAC), d) Programme d'orientation professionnelle?

2. Le 31 décembre 1974, combien de fonctionnaires de chaque groupe des catégories administratives et du service extérieur et de la catégorie du soutien administratif faisaient partie de chacun de ces programmes?

3. Combien de temps environ les fonctionnaires inscrits avant le 31 décembre 1974 devaient-ils participer à chacun de ces programmes?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Blais: Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—L'IMPRUDENCE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES ET DE NÉGOCIATIONS AVEC L'INDE

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham) propose:

Prolifération des armes nucléaires

Que la Chambre condamne le gouvernement parce qu'il augmente la menace que constitue pour l'humanité la prolifération des armes nucléaires, notamment par ses négociations actuelles pour reprendre l'assistance nucléaire à l'Inde.

—Monsieur l'Orateur, il n'est pas normal que l'opposition n'ait pas d'autre moyen d'avoir un débat sur le problème le plus grave pour l'avenir de l'humanité qui ait été causé par l'homme, à savoir la prolifération croissante des armes nucléaires et le rôle important du Canada dans ce domaine, que de le provoquer contre le gré d'un gouvernement méfiant, taciturne, cachottier et grognon.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Il s'agit là d'un autre aspect du syndrome du secret qui imprègne les milieux officiels d'Ottawa aujourd'hui, et s'il ne disparaît pas, et bientôt, je préviens notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) que la longue tradition et le long passé de politique étrangère bipartite de notre pays vont s'effondrer à ses pieds. Les choses changent ici à Ottawa. Les choses changent partout au pays, et si une brise nouvelle ne commence pas à souffler à travers cette monstruosité architecturale, sise promenade Sussex, qui ressemble à une forteresse démodée, et qui est gardée comme si elle en était une, et que l'on appelle «la Maison Pearson», un vent de tempête s'élèvera qui va non seulement emporter le ministre et certains de ses conseillers, mais contribuer à emporter également le gouvernement actuel.

Quand nous avons formulé cette courte résolution brutale et caustique, nous poursuivions quatre buts: lancer un débat sur l'absence de garanties en matière nucléaire dans le monde d'aujourd'hui et sur l'impuissance de la communauté internationale à mettre un frein à la prolifération des armes nucléaires; interroger et, espérons-nous, forcer notre propre gouvernement et le ministre compétent à expliquer et à défendre la politique suivie par le Canada dans la vente d'installations génératrices d'énergie nucléaire à d'autres pays; arracher au ministre, si c'est possible, et pour la première fois, une explication raisonnable, s'il en est, de l'intention de reprendre l'aide nucléaire à l'Inde; et enfin si, comme je le soupçonne, aucune explication logique n'existe, embarrasser les députés ministériels qui sont assez irréfléchis, assez sectaires ou assez disciplinés pour voter bon gré mal gré pour la reprise par le gouvernement de l'aide nucléaire à l'Inde, dont ni les Canadiens ni les nations occidentales ne comprennent en rien l'opportunité, les raisons et les avantages.

N'en doutez pas, monsieur l'Orateur, nous de l'opposition officielle prendront des dispositions spéciales pour que les commettants des députés ministériels sachent exactement comment ont voté leurs représentants sur cette résolution, et nous comptons faire connaître les députés qui appuieront cette politique insensée du gouvernement. Les députés peuvent considérer cela comme une menace s'ils le veulent, mais si les ministériels restent sourds à notre appel d'aujourd'hui pour qu'on cesse de donner les moyens de fabriquer des armes nucléaires à des gouvernements étrangers peu sûrs ou instables, s'ils ne se révoltent pas contre les politiques du ministre, et surtout des conseillers de son ministère, et n'infléchissent pas la politique qui nous mène tout droit à un holocauste mondial, il ne nous reste qu'à faire bel et bien savoir aux électeurs dans leurs circonscriptions mêmes que leurs propres députés ont voté en faveur de cette politique. Nous allons le faire et ils vont en entendre parler. Appuyez le gouvernement, non seulement avec les risques politiques que cela comporte, mais, au nom de l'avenir de l'humanité, au péril de votre propre personne.